

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-septième session

Rome, 19-20 avril 2006

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

POUR LE

**PROJET DE RELÈVEMENT À L'INTENTION DES COMMUNAUTÉS ET
DES MÉNAGES TOUCHÉS PAR LE SÉISME**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
RÉSUMÉ DU PRÊT	iv
NOTE DE PRÉSENTATION	v
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA	1
A. L'économie et le séisme du 8 octobre 2005	1
B. Leçons de l'expérience passée du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Pakistan	2
DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET	3
A. Zone du projet et groupe cible	3
B. Objectifs et portée	4
C. Composantes	4
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	7
F. Organisation et gestion	9
G. Justification économique	9
H. Risques	10
I. Impact sur l'environnement	10
J. Aspects novateurs	10
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	11
QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	11
 ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ	13

APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN PAKISTAN (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU PAKISTAN)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	3
IV. COST AND FINANCING (COÛT ET FINANCEMENT)	6
V. IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS AND RESPONSABILITIES (MODALITÉ D'EXÉCUTION ET RÉPARTITION DES RESPONSABILITÉS)	8
VI. ORGANIZATION CHART (ORGANIGRAMME DU PROJET)	12
VII. FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	13

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Roupie pakistanaise (PKR)
1,00 USD	=	60 PKR
1,00 PKR	=	0,0167 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
ERRA	Agence de reconstruction et de relèvement postsismiques
PPAF	Fonds pakistanais pour la réduction de la pauvreté

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

Année budgétaire

1^{er} juillet – 30 juin

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN

**PROJET DE RELÈVEMENT À L'INTENTION DES COMMUNAUTÉS
ET DES MÉNAGES TOUCHÉS PAR LE SÉISME**

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République islamique du Pakistan
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Fonds pakistanais pour la réduction de la pauvreté (PPAF), organisme faitier de financement créé par le gouvernement et opérant par l'entremise d'organisations partenaires non gouvernementales
COÛT TOTAL DU PROJET:	29,6 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	18,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 26,4 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR(S):	PPAF
MONTANT DU COFINANCEMENT:	141 000 USD
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	3,0 millions de USD
INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Banque mondiale

NOTE DE PRÉSENTATION

Qui sont les bénéficiaires? Bénéficieront du projet tous les ménages de certains villages touchés par le séisme qui ont perdu tout ou partie de leurs moyens élémentaires de subsistance. Les ressources iront en priorité aux ménages les plus pauvres et les plus vulnérables, notamment aux ménages dirigés par une femme (que cela ait déjà été leur cas avant le séisme ou que ce soit le cas aujourd'hui du fait du décès du chef de famille), aux personnes âgées et à celles qui ont des perspectives de travail limitées ou qui ne reçoivent de leurs proches que peu ou pas de fonds.

Pourquoi sont-ils pauvres? La pauvreté des villages de montagne sélectionnés s'explique par la rareté des ressources naturelles et par un accès insuffisant aux marchés. Les conditions sont difficiles et la base de ressources souvent marginale. Généralement, en particulier dans les hautes vallées de l'Azad Jammu-et-Cachemire, les revenus agricoles ne suffisent pas pour subvenir aux besoins des ménages et il est fréquent que des membres de la famille travaillent hors de la région. Le bétail – ou son absence – est un autre facteur qui détermine la pauvreté dans ces régions. Les ménages qui ne possèdent pas de bétail – en particulier un buffle ou une vache – sont particulièrement défavorisés. Le bétail est souvent le pilier de la survie d'une famille. Le lait d'un buffle est souvent, pour un ménage pauvre, la source la plus fiable de revenu et un élément essentiel de son alimentation. Lors du séisme, la plupart des familles ont perdu leur maison (plus de 80% d'entre elles dans la zone du projet), beaucoup ont perdu leur bétail, en particulier des buffles et des vaches élevés dans les maisons détruites ou à proximité et, dans de nombreux villages, l'accès à l'eau de boisson, aux services et aux marchés a été interrompu par les dommages qu'ont subis les routes et les ponts. De nombreux ménages sont aujourd'hui indigents et, sans assistance, nombre de villages risquent de ne pas survivre.

Comment le projet va-t-il les aider? Le projet fournira aux ménages touchés les moyens de base dont ils ont besoin pour retrouver une existence normale. Pour aider le groupe cible, on reconstruira les maisons détruites ou endommagées et l'on remettra en état l'infrastructure locale endommagée (systèmes d'approvisionnement en eau et d'irrigation, structures de stabilisation des versants, routes et ponts). Les bénéficiaires tireront également profit des compétences et formations nécessaires à l'exécution des travaux de remise en état.

Comment les bénéficiaires vont-ils participer au projet? Les ménages de la centaine de villages sélectionnés participeront tous au projet et bénéficieront de l'une ou de l'autre de ses activités. Bien que cela reste à déterminer, car l'affectation des ressources du projet dépendra des besoins et exigences de chaque village, on estime qu'environ 85% des ménages pourront prétendre à la reconstruction de leur maison, que les ménages de la zone d'opération du Fonds de réduction de la pauvreté au Pakistan dirigés par une femme bénéficieront de dons d'acquisition de bétail, et que la plupart des ménages bénéficieront de la remise en état de l'infrastructure locale. Les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables auront le droit de participer à toutes les activités du projet et seront, à ce titre, prioritaires dans l'affectation des ressources.

Comment les stratégies et politiques du FIDA ont-elles été appliquées? Le projet appuiera la réalisation des objectifs stratégiques du FIDA en renforçant les moyens d'action des ruraux pauvres et en privilégiant l'accès aux actifs, en particulier aux moyens d'existence (logement, bétail et eau). S'agissant de la stratégie régionale, le projet placera l'accent sur les villages les plus isolés et comprendra des activités spéciales (telles que le remplacement du bétail) axées sur les ménages dirigés par des femmes. Le projet a été soumis aux procédures d'évaluation environnementale du FIDA et classé en catégorie B. Il est également conforme à la nouvelle politique du FIDA en matière de prévention des crises et de redressement. À cet égard, on a veillé, en particulier, à ce que: i) la conception du projet soit simple et souple; ii) sa mise en œuvre soit confiée à des organisations locales et à des ONG; et iii) l'accent soit placé sur les femmes.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DU PAKISTAN
POUR LE
PROJET DE RELÈVEMENT À L'INTENTION DES COMMUNAUTÉS ET DES MÉNAGES
TOUCHÉS PAR LE SÉISME

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République islamique du Pakistan d'un montant de 18,35 millions de DTS (équivalent approximativement à 26,4 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du projet de relèvement à l'intention des communautés et des ménages touchés par le séisme. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (soit 0,75%) par an. Il sera administré par la Banque mondiale en tant qu'institution coopérante du FIDA.

PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL
ET LA STRATÉGIE DU FIDA¹

A. L'économie et le séisme du 8 octobre 2005

1. Le Pakistan compte 159 millions d'habitants (juillet 2004), qui vivent en majorité dans la plaine irriguée de l'Indus, dans les provinces du Punjab et du Sind. Le Balouchistan et la Province frontière du Nord-Ouest figurent parmi les provinces les plus pauvres, et l'Azad Jammu-et-Cachemire, avec sa difficulté d'accès et ses vallées isolées, connaît une forte pauvreté rurale. Malgré un triplement du revenu par habitant au cours des cinquante dernières années, le développement humain du Pakistan reste inférieur à celui de pays au revenu similaire. Environ un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté mais, comme le note le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, un cinquième est en outre classé "temporairement vulnérable". L'économie pakistanaise, néanmoins, obtient des résultats relativement satisfaisants. Grâce à une solide politique macroéconomique et à des réformes structurelles, le pays a amélioré ses exportations et sa balance des paiements, réduit le poids de sa dette et redynamisé sa croissance.

2. Le séisme du 8 octobre 2005 a eu un impact limité sur l'économie, mais a énormément marqué le pays. Toutes les franges de la société s'emploient à aider les habitants des zones touchées. Quelque 80 000 personnes ont péri et nombre d'autres ont été blessées, de nombreuses familles ont perdu des membres et le tissu social de nombreux villages touchés est aujourd'hui très fragile. De nombreuses personnes qui ont perdu leur logement ou dont le village a été gravement endommagé vivent aujourd'hui dans des conditions très précaires. Ces ménages dépendent, pour la plupart, de l'agriculture, le bétail étant un élément essentiel de leur stratégie de survie. Dans les secteurs durement touchés, la plupart des ménages ont perdu des animaux; dans les secteurs les plus touchés, plus de la moitié du bétail a disparu. Cinq secteurs de la Province frontière du Nord-Ouest et trois de l'Azad Jammu-et-Cachemire, soit une superficie de 25 000 km², ont été durement touchés. Une intense action humanitaire s'est déployée, mais les investissements qui doivent aider à rétablir les moyens de subsistance de la population ne font qu'entrer en jeu. En novembre 2005, des donateurs ont promis une aide de plus de 5 milliards de USD, dont l'utilisation sera coordonnée par l'Agence de reconstruction et de relèvement postsismiques (ERRA), créée récemment.

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

B. Leçons de l'expérience passée du FIDA

3. Le FIDA n'a qu'une expérience limitée de projets conçus pour faire suite à des catastrophes naturelles telles que des séismes et le récent tsunami. Dans la plupart des cas, ces projets n'ont été mis en œuvre que récemment et l'on ne possède, par conséquent, presque aucune expérience sur laquelle s'appuyer. Ce qui est instructif, cependant, c'est la nature de la réponse proposée par ces projets, qui est conforme aux orientations de la politique du FIDA en matière de prévention des crises et de redressement approuvée par le Conseil d'administration en septembre 2005. Ainsi, le projet: i) garantira rapidité et souplesse; ii) recourra à des organisations locales pour desservir les ruraux pauvres; iii) placera l'accent sur le rôle des femmes, notamment des groupes de femmes; iv) renforcera le rôle joué par les ONG et les organisations de la société civile; v) veillera à la simplicité de conception des programmes; et vi) emploiera un mécanisme de financement souple.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Pakistan

4. **Politique pakistanaise d'éradication de la pauvreté.** Les pouvoirs publics sont conscients du fait que l'on ne pourra pas réduire l'incidence de la pauvreté et la vulnérabilité des pauvres sans créer une croissance économique large et soutenue. Ils comprennent également que cette croissance ne peut être créée et soutenue que par le secteur privé. Leur réponse est un climat d'investissement favorable et un cadre politique qui permet aux sociétés privées, petites et grandes, d'investir et de créer des emplois dans l'agriculture, l'industrie et les services. Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté, intitulé "Accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté: la voie à suivre", est l'un des principaux instruments de cette politique. Celle-ci repose sur quatre éléments: i) croissance économique accélérée et élargie allant de pair avec un maintien de la stabilité macroéconomique; ii) amélioration de la gouvernance et consolidation de la décentralisation; iii) investissement dans le capital humain; et iv) desserte des pauvres et des personnes vulnérables, l'accent étant placé sur l'insertion sociale. Les investissements devant aider les régions touchées par le séisme s'organisent également dans cette optique. Alors que la politique de résolution des problèmes liés au séisme et la stratégie à appliquer ne sont pas définitivement arrêtées, l'ERRA invite les donateurs à ne pas seulement reconstruire les villages détruits, mais à jeter de solides bases qui leur permettront de se reconstituer en entités viables et économiquement durables.

5. **Activités d'éradication de la pauvreté financées par d'autres donateurs importants.** Le montant de l'aide accordée aux régions touchées par le séisme est énorme, avec une annonce d'environ 5,8 milliards de USD. À ce jour, l'affectation de ces fonds et leur répartition entre activités de secours et de développement demeurent incertaines. Plusieurs donateurs ont précisé la nature des activités qu'ils souhaitaient financer. D'autres ont énoncé des principes généraux ou des types d'intervention qu'ils souhaitaient appuyer. La situation demeure très fluide. À des fins de coordination, les donateurs sont convenus d'appliquer, pour la gestion de l'appui financier accordé aux régions touchées par le séisme, un ensemble de principes: i) opérer de la même façon dans toutes les régions et tous les secteurs touchés; ii) offrir aux survivants des perspectives de revenus et virer de l'argent aux personnes qui ont perdu leurs moyens de subsistance et leur logement; iii) fournir des abris temporaires pour préserver les relations sociales; iv) favoriser une reconstruction sur place pour tirer profit de l'infrastructure et des services existants tout en limitant au maximum les transferts de population et les perturbations sociales; v) traiter les problèmes fonciers qui se posent généralement après une catastrophe; vi) tenir compte des occupants sans titre et des locataires pour éviter que les inégalités sociales ne s'aggravent; et, surtout, vii) éviter les retards de reconstruction en rationalisant la prise de décisions et la passation de marchés de travaux de génie civil.

6. **Stratégie du FIDA au Pakistan.** La stratégie du FIDA, pour ce qui est du développement de son portefeuille de prêts au Pakistan, n'est pas définitivement arrêtée. L'exposé le plus récent des options et stratégies d'intervention par pays (COSOP), présenté en novembre 2003, fournit le cadre dans lequel les projets récents ont été élaborés et dans lequel l'intervention approuvée le plus

récemment – le programme d’innovation et d’extension du microfinancement – opère. Six projets en cours d’exécution sont des projets de développement local qui visent des régions pauvres du pays, alors que le programme d’innovation et d’extension du microfinancement est une initiative nationale qui vise à développer les services de microfinance et à renforcer l’aptitude des institutions locales à offrir de tels services aux pauvres en appliquant des méthodes et des techniques innovantes. Le projet de rétablissement des conditions d’existence des communautés et des ménages touchés par le séisme, que le COSOP ne prévoyait évidemment pas, est conforme à la politique du FIDA en matière de prévention des crises et de redressement évoquée plus haut. Il est également conforme aux grandes orientations du Fonds énoncées dans le Cadre stratégique 2002-2006. Il place l’accent sur le rôle essentiel que jouent les actifs dans la réduction de la pauvreté – dans le cas présent, le remplacement des actifs dans le rétablissement des conditions d’existence. Il vise aussi à renforcer les moyens d’action des ruraux pauvres et de leurs organisations en favorisant la mobilisation sociale tout en appuyant les organisations locales.

7. **Justification du projet.** Le projet se justifie par plusieurs facteurs. Avant tout, il est urgent de faire suivre les actuelles opérations massives de secours d’investissements permanents qui mettent à la disposition des communautés rurales touchées les moyens essentiels – principalement un logement, de l’eau, une infrastructure élémentaire et du bétail – qui leur permettront de reprendre leur vie productive. Deuxièmement, par son aptitude à mettre en œuvre ces activités de façon efficace et professionnelle et par sa vocation à œuvrer avec les pauvres et à favoriser la réduction de la pauvreté, associées à son réseau d’organisations partenaires ayant une connaissance approfondie des communautés des régions touchées par le séisme, le Fonds pakistanais pour la réduction de la pauvreté (PPAF) est le choix qui s’impose pour exécuter le projet. Troisièmement, le gouvernement, le PPAF et les organisations partenaires ont clairement exprimé le vœu que le FIDA fournisse l’appui proposé dans le cadre du projet.

8. La réponse apportée par le FIDA suite au séisme se fonde sur un avantage comparatif unique. Le Fonds était en effet l’un des seuls grands donateurs qui mettaient en œuvre d’importants projets de développement à assise communautaire dans la région avant le séisme. Ses projets actuels, en particulier le projet de développement communautaire de l’Azad Jammu-et-Cachemire, ont ainsi fourni, aux fins des activités de reconstruction et de relèvement postsismiques, des informations et un appui logistique précieux. Cette connaissance de la région a permis au Fonds de réagir très rapidement et d’infléchir la conception et la mise en œuvre de projets de relèvement financés par d’autres donateurs importants. Par exemple, le manuel d’exécution que le FIDA a élaboré pour le projet de rétablissement des conditions d’existence des communautés et des ménages touchés par le séisme a également été adopté par la Banque mondiale dans le cadre du projet de redressement et de reconstruction qu’elle finance. Enfin, la conception du projet du FIDA est unique en ce qu’elle place largement l’accent sur les communautés marginales les plus isolées et sur les membres les plus vulnérables de ces communautés, à savoir les ménages dirigés par une femme.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

A. Zone du projet et groupe cible

9. **Zone du projet.** Le projet englobe tous les secteurs de l’Azad Jammu-et-Cachemire et de la Province frontière du Nord-Ouest touchés par le séisme du 8 octobre 2005. Ces secteurs se situent généralement dans un rayon de 100 km autour de l’épicentre du séisme, qui s’est produit dans la région de Muzaffarabad (Azad Jammu-et-Cachemire). L’appui fourni se concentrera sur les huit secteurs les plus touchés de l’Azad Jammu-et-Cachemire et de la Province frontière du Nord-Ouest qui, ensemble, comptent quelque 5 millions d’habitants, dont un tiers ont été touchés par le séisme. On estime aujourd’hui à plus de 80 000 le nombre de décès, sans mentionner les blessures endurées par les survivants et le grand nombre de sans-abri. Les secteurs touchés de l’Azad Jammu-et-Cachemire se caractérisent par un terrain montagneux, des écosystèmes fragiles, de petits

établissements ruraux épars et une pauvreté généralisée. Le revenu que les ménages tirent de la culture et de l'élevage ne suffit généralement pas à subvenir aux besoins des familles rurales, et celui des familles provient pour près de deux tiers de sources autres que l'agriculture. La réduction de la productivité agricole, la dégradation des sols et la fragmentation des terres agricoles ont fortement modifié le mode de vie traditionnel et accéléré l'exode rural. Dans la Province frontière du Nord-Ouest, la pauvreté s'explique par l'isolement de nombreuses communautés rurales, par la difficulté pratique et économique de commercialiser les excédents ou d'obtenir des biens et services de base, par l'infrastructure sociale limitée et la médiocrité des routes (dont nombre sont aujourd'hui impraticables), et par la forte croissance démographique. Cette pauvreté est généralisée et profondément enracinée, en particulier dans les régions rurales et montagneuses frappées par le séisme.

10. Avant même le séisme, les pauvres formaient une proportion importante de la plupart des villages touchés par la catastrophe. Aujourd'hui, la plupart des ménages sont non seulement pauvres, mais extrêmement vulnérables, nombre d'entre eux ayant perdu dans le séisme leur logement, des animaux, voire des membres de leur famille. Comme dans ces villages, pratiquement tous les ménages ont subi une perte partielle et souvent totale de leurs moyens élémentaires de subsistance, tous peuvent potentiellement faire partie du groupe cible du projet. Les ressources, cependant, iront en priorité aux ménages les plus pauvres et les plus vulnérables, souvent moins à même de se relever que d'autres. Parmi ces ménages, le projet se concentrera principalement sur ceux dirigés par une femme. Suite aux pertes humaines causées par le séisme, on estime que le nombre de familles dirigées par une femme a considérablement augmenté. Physiquement, le projet se concentrera sur une centaine de petits villages souvent isolés des hautes vallées qui, avant le séisme, étaient pauvres et qui, sans assistance, seraient aujourd'hui complètement marginalisées. Ce sont souvent ces villages qui ont le plus souffert du séisme et où ont été perdus le plus de vies, de logements, de bergeries, de réserves d'eau potable et d'autres éléments essentiels d'infrastructure locale.

B. Objectifs et portée

11. L'objectif de développement consiste à permettre aux ménages ruraux de reconstituer leurs moyens de subsistance et à réduire la vulnérabilité de la population des secteurs touchés par le séisme. À cette fin, le projet aidera les ménages vulnérables de l'Azad Jammu-et-Cachemire et de la Province frontière du Nord-Ouest touchés par le séisme à reconstituer leurs moyens de subsistance. Quatre principes étroitement liés définissent ce que le projet tend à faire et la façon dont il opérera: i) rétablir les moyens de subsistance et remplacer les actifs perdus, c'est-à-dire reconstruire un logement permanent, rétablir l'accès à l'eau et aux moyens économiques de survie (infrastructure locale de base) et reconstituer le bétail des ménages, principalement un buffle ou une vache, mais parfois des moutons et des chèvres; ii) accorder la priorité aux ménages les plus vulnérables, qui n'ont pas les moyens de se relever eux-mêmes – cette démarche ne sera pas naturelle et devra être le principal mode de fonctionnement des organismes d'exécution; iii) opérer dans un nombre limité de villages, et seulement là où les autorités ont été formées à faciliter et à optimiser la mise en œuvre de moyens institutionnels limités; et iv) permettre aux villageois de déterminer eux-mêmes les investissements qui y seront réalisés, le projet les aidant selon le cas.

C. Composantes

12. **Rétablissement de l'infrastructure.** Cette composante vise à aider les communautés touchées par le séisme à remettre en état ou à reconstruire les logements et d'autres éléments d'infrastructure essentiels. Elle suivra un processus axé sur la demande dans lequel les villages sélectionnés – une centaine au total – évalueront l'infrastructure endommagée ou détruite et élaboreront, avec les organisations partenaires du PPAF, un programme d'investissement.

13. Elle prévoit le financement de deux éléments distincts – logement et infrastructure locale, chaque financement ayant ses propres modalités. En incluant les deux éléments dans une même composante, on souligne, d’une part, le besoin de souplesse et, d’autre part, la possibilité pour une communauté de décider du financement alloué à chacun et de son calendrier de mise en œuvre en fonction des besoins et de la main-d’œuvre disponible localement.

14. L’appui apporté au logement consistera en un montant fixe attribué à chaque ménage dont la maison a été détruite ou fortement endommagée. Ce montant de 2 500 USD, qui équivaut à celui que le PPAF accorde dans le cadre du projet que finance la Banque mondiale, permettra aux ménages de se doter d’une “unité d’habitation élémentaire”. Il complétera un don d’environ 417 USD accordé par le gouvernement. Les ménages pourront interpréter cette unité – nombre de pièces, aménagement – comme ils le veulent et l’agrandir s’ils le souhaitent. Le concept global s’inspirera des orientations de l’ERRA. L’unité typique comprendra, outre des éléments traditionnels, des structures antisismiques agréées. Tous les matériaux sont disponibles au Pakistan et la plupart le sont dans les régions concernées. Les ménages achèteront les matériaux avec les dons accordés par le projet et réaliseront eux-mêmes et avec l’aide d’autres villageois les travaux de construction, qui seront financés par le projet. Dans le calcul des dépenses, on est parti du principe que la plupart des villages accorderont, en termes de financement et de réalisation, la priorité (des investissements) à la reconstruction de logements. Compte tenu de l’estimation actuelle des dommages, on prévoit de financer quelque 7 000 unités d’habitation. Leur nombre réel, cependant, dépendra des besoins et des priorités définis par les villages eux-mêmes.

15. Le second élément, à savoir l’infrastructure locale, financera la reconstruction des systèmes et installations endommagés et, lorsque cela sera jugé faisable, leur amélioration, leur modernisation et leur agrandissement. La priorité sera accordée au rétablissement des systèmes d’approvisionnement en eau, sans oublier la remise en état des routes et ponts endommagés, des systèmes d’irrigation et, dans certains villages, des structures de protection/stabilisation et d’assainissement. Il sera appliqué, pour les financements qu’accorde le FIDA, une liste négative comprenant, notamment, les établissements d’enseignement, de santé et de culte. La sélection des sous-projets s’effectuera sur la base d’une évaluation des besoins réalisée par la communauté avec l’aide d’organisations locales. L’expérience que les villageois ont acquise avant le séisme pour ce qui est de créer des organisations locales, de mettre sur pied des mécanismes d’exploitation et de maintenance et d’entretenir l’infrastructure permet de penser qu’ils continueront de le faire lorsque les travaux de reconstruction financés par le projet seront achevés. Les communautés achèteront le matériel et organiseront la main-d’œuvre rémunérée par le projet. Les organisations partenaires aideront à la mobilisation et à l’organisation de la communauté et fourniront des services d’assistance technique et de formation, y compris, au besoin, des services contractuels de conseil et de supervision.

16. L’investissement d’infrastructure dépendra des besoins et priorités de chaque village, mais tout indique qu’il s’élèvera à environ 16 700 USD par village.

17. Pour cette composante, les prévisions de dépenses se fondent sur une estimation de ce que les communautés sélectionnées demanderont, sur la base d’un coût convenu par maison reconstruite et d’une estimation de ce qu’un village type dépensera pour reconstruire et, parfois, améliorer l’infrastructure locale endommagée. Les chiffres réels pourront varier d’un village à l’autre. Les estimations sont les suivantes: i) remise en état et reconstruction de logements (20,4 millions de USD) par allocation de fonds sous forme de dons aux villages, le montant par village étant fonction du nombre de maisons à reconstruire (85% du financement versé la première année, le reste l’année suivante); ii) remise en état et amélioration de l’infrastructure locale (1,7 million de USD), également sous forme de dons (l’investissement dépendra de la disponibilité de main-d’œuvre dans le village: celle-ci sera moindre la première année, car elle sera fortement occupée à la reconstruction de logements, et plus importante les deuxième et troisième années).

18. **Reconstitution du bétail.** Cette composante vise à améliorer, en mettant à leur disposition du bétail, l'aptitude des ménages touchés par le séisme à se procurer un revenu et à s'alimenter. Dans les villages pauvres des hautes vallées de l'Azad Jammu-et-Cachemire et de la Province frontière du Nord-Ouest, le bétail est essentiel à la survie de la famille. Avec la perte, dans les secteurs les plus touchés, de 40 à 50% de leurs buffles et têtes de bétail, de nombreux ménages ont perdu cet élément essentiel de leur subsistance.

19. Au titre de cette composante, le projet fournira à chaque ménage qui y a droit une "unité élémentaire de bétail", c'est-à-dire une vache, une bufflonne ou un troupeau élémentaire de moutons et de chèvres de valeur équivalente. L'estimation du financement nécessaire au remplacement ou à la fourniture du bétail se fonde sur un coût unitaire de 750 USD, prix moyen actuel d'une bufflonne. Pour harmoniser l'aide des donateurs, cette composante sera proposée à tous les villages de la zone d'opération du PPAF approuvés par l'ERRA. Elle sera donc également proposée aux villages qui bénéficient déjà de l'appui de la Banque mondiale. Dans l'affectation de ses dons, le projet accordera la priorité aux ménages dirigés par une femme qui ont perdu des animaux d'élevage (buffles, moutons et chèvres). Viendront ensuite, par ordre de priorité, les ménages les plus pauvres et les plus défavorisés de la zone d'opération du PPAF. Pour recevoir un buffle ou une vache², un ménage devra démontrer qu'il dispose du fourrage nécessaire.

20. Il n'est pas possible d'estimer, avant de mettre en œuvre le projet, le nombre d'animaux que demanderont les villages. Compte tenu, cependant, des sondages réalisés après le séisme et de l'expérience des villages, on estime qu'auront droit à une assistance environ 4 000 ménages pauvres dirigés par une femme dans quelque 300 villages, soit en moyenne, par village, 15 à 20% des ménages pauvres dirigés par une femme.

21. L'investissement relatif à cette composante est estimé à 3 millions de USD. Les fonds seront alloués sous forme de dons, la dépense étant fonction du nombre de ménages qui peuvent y prétendre dans chaque village. On part du principe que 60% du financement sera décaissé la première année, le reste l'étant l'année suivante.

22. **Appui opérationnel et technique.** Cette composante vise à **faciliter la gestion du projet par le PPAF et par les organisations partenaires.** Elle fournira les moyens dont ces derniers auront besoin pour assumer la charge de travail supplémentaire liée au projet. Plutôt que de créer une unité de gestion distincte, on gèrera le projet dans le cadre de la structure actuelle du PPAF. Pour permettre aux principales unités du PPAF d'assumer la charge de travail accrue résultant du projet, il sera financé l'équivalent de sept nouveaux postes. En outre, il sera fourni au PPAF les moyens dont il aura besoin pour prendre en charge les dépenses supplémentaires de suivi et d'évaluation, de formation, de promotion de l'égalité des sexes et de mise en œuvre d'autres initiatives transversales. Un appui sera également fourni aux organisations partenaires participantes. Pour faciliter la mise en œuvre, par ces organisations, des activités de service et d'investissement qui leur incombent, le projet financera la création de cinq bureaux régionaux et de dix unités de terrain. Le nombre de bureaux et d'unités sera réduit parallèlement à la charge de travail. Cette composante couvrira également les dépenses supplémentaires des organisations partenaires, y compris leurs dépenses de fonctionnement dans les 100 villages du projet.

23. L'investissement relatif à cette composante comprend l'achat, par le PPAF et les organisations partenaires, de véhicules, d'équipement et de matériel ainsi que des dépenses récurrentes s'élevant au total à quelque 2,2 millions de USD.

² Voir un troupeau de moutons/chèvres, à condition de pouvoir assurer le fourrage.

D. Coûts et financement

24. Le coût total du projet, qui sera mis en œuvre sur trois ans, est estimé à 29,6 millions de USD, avec un coût de base de 27,8 millions de USD. Ce coût tiendra principalement, et de loin, aux dépenses de reconstruction de logements, à savoir 23,4 millions de USD. Pour une opération de ce type, les frais de gestion seront relativement faibles, représentant 11% du coût de base. Le montant global de l'investissement local devrait être de 25,1 millions de USD, soit environ 90% du coût total du projet.

25. S'agissant du financement, le FIDA accordera, à des conditions particulièrement favorables, un prêt d'environ 26,4 millions de USD, soit 89,3% du coût estimatif du projet. Le gouvernement fournira 3 millions de USD, soit 10,3% du financement (essentiellement en dons de reconstruction de logements), et le PPAF 141 000 USD, soit 0,5%, en droits et taxes sur les biens et services fournis directement par le PPAF et les organisations partenaires.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET^a
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
Remise en état de l'infrastructure	22 083	-	22 083	-	77
Reconstitution du bétail	3 000	-	3 000	-	12
Appui opérationnel et technique	2 709	46	2 754	2	11
Total des coûts de base	27 792	46	27 792	-	100
Provision pour aléas d'exécution	1 373	-	1 227	-	5
Provision pour aléas financiers	349	1	320	-	1
Total des coûts du projet	29 514	46	29 561	-	106

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: TABLEAU DE FINANCEMENT^a
(en milliers de USD)

Composante	FIDA		PPAF		Gouvernement		Total		Devises	Monnaie locale hors taxes	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
Remise en état de l'infrastructure	20 411	87	-	-	3 031	12,9	23 442	79,3	-	23 442	-
Reconstitution du bétail	3 193	100	-	-	-	-	3 193	10,8	-	3 193	-
Appui opérationnel et technique											
Appui du PPAF	849	93,7	57	6,3	-	-	905	3,1	46	802	57
Appui des organisations partenaires	1 937	95,8	84	4,2	-	-	2 021	6,8	-	1 937	84
Sous-total	2 785	95,2	141	4,8	-	-	2 926	9,9	46	2 739	141
Total des décaissements	26 389	89,3	141	0,5	3 031	10,3	29 561	100,0	46	29 373	141

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

26. **Passation des marchés.** À des fins d'harmonisation et d'efficacité, la passation des marchés de biens, d'équipement et de services s'effectuera conformément aux procédures que la Banque mondiale applique dans le cadre du projet de redressement et de reconstruction qu'elle finance. Le

prêt ne sera utilisé que pour des achats auprès d'États membres du Fonds et, toutes choses égales par ailleurs, la préférence sera donnée à des achats auprès de pays en développement. Les fonds seront versés sous forme de dons aux organisations partenaires, qui assumeront l'essentiel de la passation de marchés. Souvent, cependant, cette tâche sera confiée aux villages qui, à des fins de rapidité et d'efficacité, effectueront la plupart des achats, dont les matériaux de construction, le bétail et les moyens de réparation de l'infrastructure locale. Ce n'est que lorsqu'il sera difficile, pour les villageois, d'acheter les matériaux requis que les organisations partenaires interviendront, aidant, par exemple, à acheter des tôles de couverture ou du ciment pour la réparation de ponts ou de maisons. D'autres marchés, ne représentant que 10% du volume, seront passés directement par les organisations partenaires ou par le PPAF.

27. Pour accélérer l'exécution du projet et conformément aux mécanismes que la Banque mondiale applique dans le cadre du projet qu'elle finance, le PPAF sera autorisé à passer des marchés "au moindre coût ou auprès d'un fournisseur unique" pendant un an à compter de l'entrée en vigueur du projet, sous réserve de l'examen préalable de l'institution coopérante. Il ne s'agit pas ici d'une dérogation globale, mais d'un mécanisme qui pourra être utilisé pour accélérer l'achat de biens essentiels. L'institution coopérante examinera toutes les demandes d'achat auprès d'un fournisseur unique pour vérifier que les prix sont compétitifs. Le PPAF a déjà bénéficié d'une telle autorisation pour les activités liées au séisme qu'il a menées pendant la première année d'exécution et a déjà passé des marchés auprès de fournisseurs uniques à la satisfaction du gouvernement et des services d'achat de la Banque mondiale.

28. **Décaissements, comptabilité et vérification des comptes.** Vu les décaissements rapides qu'il est prévu d'effectuer aux fins du projet, avec d'importantes dépenses (probablement quelque 10 millions de USD) pendant les deux premiers trimestres et une forte concentration des décaissements en début de période (quelque 19 millions de USD la première année), il ne sera créé aucun compte spécial. En fait, le PPAF utilisera un compte en dollars des États-Unis ouvert à la Banque nationale du Pakistan. Les décaissements des premier et deuxième trimestres de la première année de projet s'effectueront sur la base d'estimations figurant dans les plans de travail et budgets trimestriels. Avant d'obtenir, cependant, les fonds nécessaires aux dépenses prévues au troisième trimestre, le PPAF justifiera celles du premier trimestre. Les fonds seront donc mis à disposition en fonction des besoins. Le PPAF pratiquant une gestion financière professionnelle et expérimentée, l'adoption de ce système n'en sera que facilitée. Le PPAF et les organisations partenaires tiendront des registres et des comptes financiers appropriés conformément aux systèmes que ce premier applique. Pour les biens et services qu'il achète directement, le PPAF utilisera un registre distinct au sein du compte général qu'il détient auprès de la banque ABN AMRO. Un montant maximum de 3 millions de DTS est disponible rétroactivement à compter du 1^{er} mars 2006 pour le financement de toutes les catégories de dépenses.

29. Comme pour tous les projets du PPAF financés par des donateurs, les comptes seront vérifiés chaque année par un commissaire aux comptes désigné par le PPAF. Le commissaire examinera les comptes consolidés, vérifiant de façon aléatoire les pièces justificatives, les demandes de remboursement et le compte en dollars des États-Unis, ainsi que les états présentés par les organismes d'exécution pour les comptes du projet et les pièces justificatives correspondantes. Dans ce cadre, il: i) évaluera l'aptitude des systèmes de contrôle comptable et interne à surveiller les dépenses et autres transactions financières; ii) déterminera si le PPAF et les organisations partenaires qui exécutent le projet ont correctement documenté toutes les transactions; iii) vérifiera que les dépenses soumises au FIDA sont recevables et recensera toutes les dépenses irrecevables; et iv) vérifiera que les comptes annuels peuvent être rapprochés du montant correspondant à la période écoulée depuis le début d'année, qui apparaît dans le rapport d'avancement du projet pour le quatrième trimestre.

30. Le commissaire certifiera les comptes, englobant tous les retraits effectués sur ces comptes, y compris ceux effectués sur la base d'états de dépenses. En outre, il expliquera toute réserve qu'il

pourrait émettre et fera des recommandations propres à améliorer l'efficacité et la transparence des procédures comptables en vigueur. Le PPAF soumettra: i) au commissaire aux comptes, dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice financier du projet, un état annuel des sources et emplois de fonds concernant les dépenses du projet; et ii) au FIDA, dans les six mois suivant la fin de l'exercice, le rapport du commissaire aux comptes.

F. Organisation et gestion

31. La Division des affaires économiques et le Ministère des finances assureront le contrôle public du projet, l'ERRA coordonnant les activités de développement dans les villages touchés par le séisme. Le PPAF sera directement responsable du projet et le mettra en œuvre par l'entremise d'organisations partenaires. Le projet s'intégrera dans la structure actuelle du PPAF, appliquant des systèmes et procédures conformes à ceux qu'applique actuellement le projet parallèle financé par la Banque mondiale et administré par le PPAF. Pendant la mise en œuvre, le PPAF sera guidé par son conseil d'administration, qui comprend des représentants du secteur privé, d'ONG et du gouvernement. Le conseil définit les politiques et les procédures opérationnelles, et examine et approuve les plans de travail et budgets annuels. Aux fins du projet, le PPAF et ses partenaires recruteront du personnel supplémentaire et établiront dans les zones d'activité une présence physique – cinq bureaux régionaux et dix unités de terrain, que doteront en personnel les organisations partenaires. Chaque unité couvrira, en fonction du terrain et des distances, huit à douze villages. Au niveau des villages, des organisations locales composées d'une sélection représentative des ménages représenteront la population et aideront à planifier et à organiser les activités. Elles joueront également un rôle essentiel pour ce qui est de mobiliser la population et d'aider les organisations partenaires à évaluer la pauvreté et la vulnérabilité des ménages.

G. Justification économique

32. **Avantages du projet.** En supposant que le projet opère dans une centaine de villages à la mise en œuvre de la composante "logement et infrastructure locale" et que chaque village compte en moyenne 80 ménages, le nombre de bénéficiaires directs du projet sera de 8 000 ménages. Tous bénéficieront du rétablissement de l'infrastructure locale, quelque 7 000 bénéficieront directement de la reconstruction de leur maison et 4 000 ménages pauvres dirigés par une femme bénéficieront de dons d'acquisition de bétail dans les quelque 300 secteurs touchés par le séisme. Au total, quelque 60 000 personnes bénéficieront directement du projet. Le principal avantage tiendra au fait que ces villages ruraux redeviendront des communautés viables et durables capables, grâce à la fourniture de bétail et au rétablissement de l'infrastructure de production, de subsister économiquement et, grâce à la remise en état des routes et des ponts, d'accéder aux services sociaux, aux structures de production et aux marchés. Enfin et – pour la plupart d'entre eux – surtout, ils disposeront, pour leur famille, d'une maison qui résistera aux futurs séismes.

33. **Avantages pour les femmes.** Le projet se concentrera sur les ménages dirigés par une femme, structure sociale la plus vulnérable de ces villages et qui, à ce titre, se verra accorder la priorité dans l'affectation des ressources. On veillera aussi, en particulier, à ce qu'hommes et femmes puissent participer de la même façon à l'effort de relèvement et de reconstruction et soient rémunérés de la même façon pour leur travail. La composante "bétail" accordera la priorité aux femmes, l'élevage étant un secteur où celles-ci jouent un rôle prépondérant. Pour aider les organisations partenaires à élaborer et à appliquer des politiques et pratiques rationnelles de promotion de la femme, le PPAF les aidera à élaborer ou améliorer leurs stratégies et à tester et mettre en œuvre les méthodes et actions recommandées.

34. **Analyse financière et économique.** Le projet aura, sur le plan économique, des effets bénéfiques, accroissant le revenu des ménages et relançant l'activité économique des communautés secourues. De l'analyse préliminaire, il ressort qu'il est économiquement viable et va probablement

généraler, par village, au moins 33 300 USD de revenu annuel supplémentaire. L'analyse financière, elle, montre qu'en dépit du fait que le PPAF financera en partie le projet et aidera le gouvernement à rembourser le prêt accordé par le FIDA, cela n'aura pas d'incidence importante sur leurs liquidités respectives. En outre, si l'on tient compte de l'effet produit par le projet pour ce qui est d'atténuer le coût de l'exode rural et de réduire la perte de recettes publiques due à la perturbation des activités et entreprises agricoles, le projet sera, pour le gouvernement, financièrement attrayant.

H. Risques

35. Le principal risque, qui est pris en compte tant par la Banque mondiale que par le FIDA, tient à l'aptitude des institutions locales à assumer l'importante charge de travail, surtout face à d'autres exigences. Cependant, les organisations partenaires choisies par le PPAF pour collaborer avec lui ont ce dernier comme principal partenaire et financier et lui accorderont donc la priorité de leur temps. Deuxièmement, les deux projets appuieront de manière intensive la formation et la gestion des partenaires et tous deux fourniront du personnel supplémentaire, soit sur le terrain au niveau des bureaux régionaux et des unités de terrain administrés par les partenaires, soit au siège du PPAF. Il existe, également, des risques secondaires liés à la mise en œuvre de certaines composantes. Il existe, par exemple, un risque que le projet ne parvienne pas à faciliter la reconstruction d'un nombre aussi important de maisons dans un temps aussi bref ou, inversement, que d'autres donateurs aient déjà reconstruit une partie des maisons des villages sélectionnés. Or, la reconstruction n'est pas liée à un calendrier précis et pourra, au besoin, s'étaler sur les trois années (au lieu que l'essentiel soit réalisé la première année). Ensuite, pour éviter tout risque de redondance, il sera conclu entre l'ERRA et le PPAF un accord préalable sur les zones dans lesquelles chacun opérera, coordonnant l'appui des donateurs dans sa zone d'opération. La conception du projet et sa structure de décaissement sont toutes deux suffisamment souples. En ce qui concerne l'infrastructure locale, il existe un risque que l'infrastructure remise en état ou améliorée ne soit pas entretenue. Or, l'une des conditions de mise en œuvre du projet étant que les installations aient fonctionné avant le séisme, ce risque est considérablement réduit. S'agissant du bétail, pour limiter le risque que des ménages aisés ne reçoivent du bétail en lieu et place de ménages pauvres et vulnérables, la priorité absolue est accordée aux ménages dirigés par une femme. Les organisations partenaires, qui superviseront l'octroi des dons d'acquisition de bétail, connaissent très bien les villages, y ayant travaillé plusieurs années (ce qui est un préalable à la sélection des villages). Cela atténuera considérablement le risque.

I. Impact sur l'environnement

36. Une analyse de la situation et de l'impact écologiques a été réalisée conformément aux procédures du FIDA. Le projet a été classé en catégorie B et il a été confirmé que le risque d'impact négatif important était négligeable et qu'aucune étude d'impact environnemental n'était requise.

J. Aspects novateurs

37. Pour résoudre les énormes problèmes auxquels sont confrontés les habitants d'une région dévastée par un séisme et y parvenir en très peu de temps, un projet doit nécessairement innover. Le concept, l'élaboration et les modalités de mise en œuvre du projet diffèrent tous grandement de la norme appliquée habituellement au FIDA. Premièrement, la phase d'élaboration a été raccourcie. Deuxièmement, de par son concept, le projet permet d'échapper rapidement à la pauvreté, car l'accent placé sur un petit nombre de villages dans le but de rétablir pleinement leurs moyens de subsistance diffère de la méthode appliquée habituellement au FIDA, qui consiste à améliorer progressivement les conditions d'existence. Troisièmement, la mise en œuvre est nécessairement brève, les investissements s'effectuant pour la plupart en un an (73%) et pratiquement toutes les deux premières années (95%). Elle est accélérée par les facteurs suivants: i) le fait d'avoir travaillé dans les villages auparavant; ii) le fait d'avoir, dans ces villages, créé et formé des organisations locales et d'avoir travaillé avec elles; iii) le fait d'avoir un concept extrêmement simple; et iv) le fait de disposer

d'organisations très motivées et dévouées. Quatrième innovation: l'instauration, entre les organisations partenaires et le comité de village, de relations contractuelles, les premières rendant compte au second. Enfin, à des fins d'harmonisation, de rapidité et d'efficacité, le projet sera soumis aux règles de passation de marchés que la Banque mondiale applique dans le cadre du projet de redressement et de reconstruction qu'elle finance, y compris le recours à un fournisseur unique la première année.

TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

38. Un accord de prêt entre la République islamique du Pakistan et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

39. La République islamique du Pakistan est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

40. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

41. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République islamique du Pakistan un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à dix-huit millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (18 350 000 DTS) venant à échéance le 15 avril 2046 ou avant cette date. Le prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

42. Il est proposé que le prêt du FIDA s'ajoute à l'allocation fondée sur la performance attribuée au Pakistan.

Le Président
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS
L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 12 avril 2006)

1. **Compte du projet PPAF.** Le PPAF utilise son compte d'opérations (le "compte du projet PPAF") pour ses dépenses générales d'administration et de fonctionnement liées au projet. Le chef de la direction, le chef des opérations, le chef des finances et le directeur général du service développement humain et institutionnel du PPAF ont tous pouvoirs pour utiliser le compte du projet PPAF. Il est nécessaire de réunir deux signatures quelles qu'elles soient pour tout retrait du compte du projet PPAF.
2. **Fonds de contrepartie.** Le Gouvernement de la République islamique du Pakistan (le Gouvernement) veille à ce que le PPAF mette à la disposition du projet des fonds provenant de ses ressources propres pour un montant total d'environ 141 000 USD ou son équivalent.
3. **Acheminement des ressources du projet.** Le PPAF vire les fonds disponibles et autres ressources prévues dans les programmes de travail et budget annuels à chacune des organisations partenaires retenues, conformément à l'accord pertinent de l'organisation partenaire, de sorte qu'elles mettent en œuvre la composante du projet qui leur correspond conformément à cet accord.
4. **Suivi.** Dès que possible mais en aucun cas plus de 180 jours après la date d'entrée en vigueur, le PPAF développe son système existant de gestion des informations et de surveillance pour qu'il lui permette de suivre en continu le déroulement du projet, et il en assure la tenue. Le PPAF surveille l'avancement et l'impact du projet, et il intègre le suivi et l'évaluation du projet dans son système global d'information de gestion. Un ensemble d'indicateurs est élaboré de façon à pouvoir procéder à un suivi régulier d'après les paramètres fixés dans le cadre logique. Le PPAF recueille les données relatives à l'exécution et à l'impact conformément aux indicateurs de base du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) appliqué par le FIDA.
5. **Assurance.** Le PPAF assure comme il le fait pour son propre personnel l'ensemble du personnel et du matériel du projet pour la durée d'exécution de ce dernier.
6. **Problématique hommes-femmes.** Le Gouvernement veille à ce que la problématique hommes-femmes soit dûment prise en compte dans l'exécution et la gestion du projet pour ce qui est, notamment, des bénéficiaires et du recrutement du personnel du projet par le PPAF et les organisations partenaires.
7. **Divers.** Le Gouvernement veille à ce que: i) le PPAF mène ses activités au titre du projet conformément aux procédures, aux pratiques et aux principes établis dans le manuel d'exécution du projet; il prenne toutes mesures nécessaires pour faire en sorte que les organisations partenaires mènent leurs activités au titre du projet conformément au manuel d'exécution du projet; il s'abstienne de procéder à tout transfert, amendement, abrogation ou dérogation qui concerne le manuel d'exécution du projet ou l'une quelconque de ses dispositions si le FIDA estime que le transfert, l'amendement, l'abrogation ou la dérogation en question aura des conséquences matérielles adverses sur la performance du PPAF et l'exécution du projet; ii) le PPAF informe le FIDA, trois mois au plus tard après l'entrée en vigueur du projet, des dispositions qu'il a prises pour assurer le suivi et l'évaluation du projet, notamment: les responsabilités de chacune des unités en matière de suivi et d'évaluation; les caractéristiques du système d'information de gestion du projet et les mesures proposées pour l'activer; la façon dont le système d'information de gestion du projet sera configuré pour assurer une articulation/intégration avec le système global d'information de gestion du PPAF; et les modalités d'établissement des rapports; iii) le PPAF procède à deux enquêtes dans le cadre du SYGRI (une enquête initiale et une enquête terminale) et transmet au FIDA les données sous forme de

tableau (à l'aide du logiciel conçu par le FIDA) dans les trois mois suivant la fin de chacune des enquêtes; iv) le PPAF fasse en sorte que les procédures en matière de protection de l'environnement qui s'appliquent au projet soient alignées sur celles qui sont déjà suivies dans le cadre de l'accord de crédit de développement appuyé par la Banque mondiale (Deuxième projet au titre du fonds de lutte contre la pauvreté, numéro de crédit 3834 PAK), car ces dernières sont susceptibles d'être ponctuellement modifiées.

8. **Suspension.** Outre les événements visés dans les Conditions générales, le FIDA:

- a) peut suspendre, en totalité ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte du prêt en cas de réalisation de l'un des événements énoncés dans le présent document ou décrits ci-après:
 - i) l'accord subsidiaire de financement et/ou le manuel d'exécution du projet, ou l'une quelconque de ses dispositions, a fait l'objet d'une dérogation, d'une suspension, d'une abrogation, d'un amendement ou d'une modification sans le consentement préalable du FIDA, lequel a établi que cette dérogation, suspension, abrogation, amendement ou modification a eu, ou est susceptible d'avoir, des conséquences matérielles défavorables sur le programme;
 - ii) une autorité compétente a pris des mesures visant la dissolution du PPAF ou la suspension de ses opérations, ou une action ou une procédure a été engagée en vue de remettre des actifs du PPAF à ses créanciers.
- b) suspendra, en totalité ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits du compte du prêt si le rapport d'audit demandé dans l'accord de prêt n'a pas été dûment établi dans les douze mois suivant la date de clôture de l'exercice comptable, précisée dans cet accord.

9. **Conditions préalables aux retraits.** Les conditions préalables aux retraits sont les suivantes:

- a) aucun retrait n'est effectué au titre du prêt pour des dépenses tant que le PPAF n'a pas communiqué au FIDA une liste agréée par l'ERRA des villages dans lesquels le projet interviendra;
- b) aucun retrait n'est effectué au titre du prêt pour des dépenses tant que le manuel d'exécution du projet n'a pas été adopté par le PPAF sous la forme agréée par le FIDA;
- c) aucun retrait n'est effectué au titre du prêt pour des dépenses tant que le compte d'avances du projet n'a pas été dûment ouvert;
- d) aucun retrait n'est effectué au titre du prêt pour des dépenses tant que le programme de travail et budget annuel pour la première année du projet n'a pas été présenté au conseil d'administration du PPAF et adopté par ce dernier sous la forme agréée par le FIDA;
- e) aucun retrait n'est effectué au titre du prêt pour des dépenses tant que le PPAF n'a pas publié des avis de vacance pour sept postes supplémentaires, sélectionné les candidats et pourvu lesdits postes à des conditions satisfaisantes pour le FIDA.

10. **Conditions préalables à l'entrée en vigueur.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur:

- a) l'accord de prêt a été dûment signé; la signature et l'exécution dudit accord par le

Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;

- b) un avis juridique favorable délivré par un fonctionnaire autorisé du Ministère du droit, de la justice et des droits de l'Homme et acceptable tant en la forme que sur le fond par le FIDA a été remis à ce dernier par le Gouvernement.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

PAKISTAN

Land area (km² thousand) 2003 1/	771	GNI per capita (USD) 2003 1/	520
Total population (million) 2003 1/	148.44	GDP per capita growth (annual %) 2003 1/	2.6
Population density (people per km²) 2003 1/	193	Inflation, consumer prices (annual %) 2003 1/	3
Local currency	Pakistani Rupee (PKR)	Exchange rate: USD 1 =	PKR 60
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1997-2003 1/	2.4	GDP (USD million) 2003 1/	82 324
Crude birth rate (per thousand people) 2003 1/	32	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1983 1993	5.8
Crude death rate (per thousand people) 2003 1/	8	1993-2003	3.3
Infant mortality rate (per thousand live births) 2003 1/	74	Sectoral distribution of GDP 2003 1/	
Life expectancy at birth (years) 2003 1/	64	% agriculture	23
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	24
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	16
Total labour force (million) 2003 1/	55.72	% services	53
Female labour force as % of total 2003 1/	30	Consumption 2003 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	12
School enrolment, primary (% gross) 2003 1/	69 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	73
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2003 1/	n/a	Gross domestic savings (as % of GDP)	15
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2003 1/	11 930
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2003 2/	37 a/	Merchandise imports 2003 1/	13 038
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2003 2/	38 a/	Balance of merchandise trade	-1 108
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2003 1/	3 a/	before official transfers 2003 1/	-2 728
Physicians (per thousand people)	1 a/	after official transfers 2003 1/	3 573
Population using improved water sources (%) 2002 2/	90	Foreign direct investment, net 2003 1/	534
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 2/	54	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2003 1/	-3
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2003 1/	n/a
Food imports (% of merchandise imports) 2003 1/	10	Total external debt (USD million) 2003 1/	36 346
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2003 1/	1 381 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2003 1/	41
Food production index (1999-01=100) 2003 1/	106	Total debt service (% of exports of goods and services) 2003 1/	16
Cereal yield (kg per ha) 2003 1/	2 312	Lending interest rate (%) 2003 1/	n/a
Land Use		Deposit interest rate (%) 2003 1/	n/a
Arable land as % of land area 2003 1/	28 a/		
Forest area as % of total land area 2003 1/	3 a/		
Irrigated land as % of cropland 2003 1/	81 a/		

--

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2005

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2005

PREVIOUS IFAD FINANCING IN PAKISTAN

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Small Farmers Credit Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	27 Jun 79	04 Jun 80	31 Dec 85	L - I - 18 - PA	SDR	23 750 000	100%
South Rohri Fresh Groundwater Irrigation Project	AsDB	AsDB	HC	19 Dec 79	28 Mar 80	31 Dec 90	L - I - 33 - PA	SDR	12 400 000	37%
Barani Area Development Project	IFAD	AsDB	HC	03 Dec 80	27 Aug 81	31 Dec 90	L - I - 48 - PA	SDR	9 800 000	48%
On-Farm Water Management Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	17 Dec 81	28 Jul 82	31 Dec 85	L - I - 83 - PA	SDR	10 500 000	85%
Small Farmers' Credit Project II	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	13 Dec 83	09 Jul 84	31 Dec 87	L - I - 138 - PA	SDR	23 200 000	100%
Gujranwala Agricultural Development Project	IFAD	AsDB	HC	12 Dec 84	21 Jun 85	31 Dec 93	L - I - 162 - PA	SDR	8 650 000	100%
Chitral Area Development Project	IFAD	AsDB	I	10 Sep 87	25 Nov 88	31 Dec 97	L - I - 209 - PA	SDR	8 700 000	78%
Punjab Smallholder Dairy Development Project	IFAD	AsDB	I	30 Nov 88	18 Feb 91	30 Jun 98	L - I - 234 - PA	SDR	12 050 000	47%
Second Barani Area Development Project	IFAD	AsDB	I	19 Apr 90	18 Feb 91	30 Jun 98	L - I - 257 - PA	SDR	15 200 000	71%
Smallholder and Women's Rural Credit Project	IFAD	World Bank: IDA	I	02 Oct 90	19 Jun 92	30 Jun 96	L - I - 265 - PA	SDR	19 000 000	8%
Neelum and Jhelum Valleys Community Development Project	IFAD	UNOPS	I	04 Sep 91	05 Jun 92	30 Jun 04	L - I - 288 - PA	SDR	11 900 000	94%
Manshra Village Support Project	IFAD	UNOPS	I	03 Dec 92	26 Mar 93	31 Dec 00	L - I - 319 - PA	SDR	10 350 000	64%
Pat Feeder Command Area Development Project	AsDB	AsDB	I	19 Apr 94	02 Feb 95	31 Dec 03	L - I - 353 - PK	SDR	20 250 000	60%
Dir Area Support Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 96	15 Apr 97	31 Dec 06	L - I - 425 - PK	SDR	11 350 000	55%
Northern Areas Development Project	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 97	11 Sep 98	31 Dec 07	L - I - 453 - PK	SDR	10 750 000	54%
Barani Village Development Project	IFAD	UNOPS	HC	03 Dec 98	01 Sep 99	31 Dec 07	L - I - 492 - PK	SDR	11 150 000	69%
Southern Federally Administered Tribal Areas Development Project	IFAD	UNOPS	HC	07 Dec 00	24 Jul 02	31 Mar 09	L - I - 554 - PK	SDR	13 400 000	23%
North-West Frontier Province Barani Area Development Project	AsDB	AsDB	HC	26 Apr 01	09 May 03	31 Dec 09	L - I - 558 - PK	SDR	11 150 000	13%
Community Development Programme	IFAD	UNOPS	HC	18 Dec 03	02 Sep 04	31 Mar 12	L - I - 625 - PK	SDR	15 250 000	10%
Microfinance Innovation and Outreach Programme	IFAD	World Bank	HC	13-Dec 05	Not effective		L - I - 683 - PK	SDR	18 300 000	

AsDB: Asian Development Bank
IDA: International Development Association
UNOPS: United Nations Office for Project Services
HC: Highly concessional

LOGICAL FRAMEWORK

A. NARRATIVE SUMMARY	TARGET INDICATORS	M&E MECHANISMS AND SOURCES	ASSUMPTIONS
<p><i>Development Goal</i> Improved livelihoods and reduced vulnerability in earthquake-affected areas</p>	<p>1. Increased asset ownership by rural households*</p> <p>2. Improved social indicators, including reduction in child malnutrition and enrolment in primary education (by gender)*</p> <p>3. Recovery of household income levels in earthquake-affected areas</p> <p>* RIMS anchor indicators</p>	<p>1 – 3: Poverty assessments undertaken periodically by the Government and donors</p> <p>1 – 3: Relevant government statistics at the provincial and national levels</p> <p>1 and 3: Results of household income and expenditure surveys</p> <p>2: National nutrition surveys</p>	
<p><i>Project Purpose</i> Asset base of vulnerable earthquake-affected households in AJK and NWFP rebuilt</p>	<p>1. Increase in percentage of households in earthquake-affected areas living in permanent housing</p> <p>2. Increase in percentage of households in earthquake-affected areas with access to safe drinking water</p> <p>3. Increase in percentage of households reporting access to and from village improved</p> <p>4. Improvement in livestock production in earthquake-affected areas as measured by increased herd size and dairy production</p> <p>5. Ten to fifteen per cent of programme beneficiaries are woman-headed households and 50-60% of beneficiaries are classified as poor or vulnerable households</p>	<p>1 – 4: Relevant government statistics and follow-up earthquake damage assessments by the Government and donors</p> <p>1 – 4: PPAF and partner organization (PO) surveys</p> <p>5: PPAF and partner organization quarterly and annual reports</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Project assistance reaches affected communities in a timely manner

B. OUTCOMES	TARGET INDICATORS	M&E MECHANISMS AND SOURCES	ASSUMPTIONS
INFRASTRUCTURE RESTORATION			
Increased number of households living in permanent and seismically safe housing and having access to rehabilitated/improved infrastructure	1. No. of households living in permanent housing 2. No. of households living in seismically safe housing 3. No. of individuals accessing safe drinking water from restored schemes 4. Ninety-five per cent of beneficiary communities have functioning operation and maintenance scheme within six months of completion 5. No. of individuals benefiting from restored village access to infrastructure and irrigation	1 to 5: PO reports 1 to 5: PPAF reports on visits to POs to verify PO assessments	<ul style="list-style-type: none"> ▪ New seismically safe housing culturally acceptable and adopted by beneficiaries ▪ Housing and community infrastructure construction completed in timely manner (availability of materials and contractors) ▪ Community maintenance of infrastructure sustained
BUILDING UP HOUSEHOLD LIVESTOCK ASSETS			
Household productive asset base enhanced	1. Increase in percentage of woman-headed households in earthquake-affected areas with livestock assets 2. Percentage of woman-headed households maintaining livestock assets one year after receiving grant 3. Percentage of woman-headed households reporting increased dairy consumption	1 and 3: PO reports 1 and 3: PPAF reports on visits to POs to verify PO assessments	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Household capacity to maintain livestock assets adequate
OPERATIONAL ASSISTANCE AND TECHNICAL SUPPORT			
PPAF and POs able to implement investment programmes in earthquake-affected areas	1. No. of sub-projects successfully implemented by POs operating in earthquake-affected area 2. Level of financing directed to earthquake recovery through PPAF	1 and 2: PPAF and PO records	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PPAF and PO capacity and institutional structure adequate

C. OUTPUTS	TARGET INDICATORS	M&E MECHANISMS AND SOURCES	ASSUMPTIONS
INFRASTRUCTURE RESTORATION			
Seismically safe “core” housing units constructed and community infrastructure rehabilitated	1. Seven thousand core housing units (up to 480 sq.ft. each) constructed 2. Seventy-five per cent of new housing units constructed assessed as seismically safe 3. No. of individuals trained in seismically safe housing construction 4. No. of community infrastructure projects completed within anticipated budget and time frame and with specified quality	1 to 4: PO reports (including assessment of technical experts) 1 to 4: PPAF reports on visits to POs to verify PO assessments	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ground conditions sufficiently stable to allow reconstruction ▪ Capacity to manage/provide labour for infrastructure schemes within community
BUILDING UP HOUSEHOLD LIVESTOCK ASSETS			
Household livestock assets replenished and made available to woman-headed and vulnerable households	1. No. of households receiving replacement livestock (cattle and buffalo) 2. No. of most vulnerable households receiving animals (mainly cattle and buffalo) 3. Four thousand animal units (mainly cattle and buffalo) distributed in earthquake-affected areas	1 to 3: PO reports 1 to 3: PPAF reports on visits to POs to verify PO assessments	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Livestock available for purchase by communities/households
OPERATIONAL ASSISTANCE AND TECHNICAL SUPPORT			
Operational capacity of PPAF, PO, and communities strengthened to implement project activities	1. Technical experts available from PPAF to support PO project activities 2. PO staffing increased in relation to increased volume of sub-projects managed in earthquake-affected areas (as measured by change in staff numbers) 3. No. of technical staff (social mobilizers/engineers) hired by POs 4. Timely disbursement of project funds (Percentage of funds disbursed according to planned schedule) 5. Frequency of PPAF and PO supervision, monitoring and follow-up of project activities 6. Monitoring information available to facilitate management decision-making 7. No. of training courses for POs on disaster management 8. Revitalization of social mobilization processes (no. of training courses for communities) 9. No. of people trained in infrastructure rehabilitation at community/PO level	1 and 2: PPAF records 2: PO records and management information systems (MIS) 2, 3 and 5: PPAF follow-up visit database 4: PPAF financial records 5 - 6: PPAF MIS 7 - 9: PPAF and PO reports	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Structure and capacity of PO sufficient to manage increase in staffing

COST AND FINANCING
Expenditure Accounts by Components – Base Costs
(USD '000)

	Infrastructure Restoration	Building Household Livestock Assets	Operational and Technical Support		Total	Physical Contingencies	
			PPAF Support	PO Support		%	Amount
I. Investment Costs							
A. Vehicles	-	-	93	195	288	5.0	14
B. Equipment and Materials	-	-	10	24	34	5.0	2
C. Technical Assistance and Studies	-	-	194	-	194	-	-
D. Training and Workshops	-	-	34	-	34	-	-
E. Community Grants							
1. Housing Construction Grants	20 417	-	-	-	20 417	5.0	1 021
2. Community Infrastructure Grants	1 667	-	-	-	1 667	5.0	83
3. Livestock Grants	-	3 000	-	-	3 000	5.0	150
Subtotal Community Grants	22 083	3 000	-	-	25 083	5.0	1 254
Total Investment Costs	22 083	3 000	331	219	25 633	5.0	1 270
II. Recurrent Costs							
A. Allowances	-	-	81	71	152	-	-
B. Staff Remuneration	-	-	329	1 227	1 555	5.0	78
C. Operating & Maintenance	-	-	120	377	498	5.0	25
Total Recurrent Costs	-	-	530	1 675	2 205	4.7	103
	22 083	3 000	860	1 894	27 838	4.9	1 373
Physical Contingencies	1 104	150	28	91	1 373	-	-
Price Contingencies							
Inflation							
Local	1 095	184	70	152	1 501	-	-
Foreign	-	-	1	-	1	-	-
Subtotal Inflation	1 095	184	71	152	1 502	-	-
Devaluation	-841	-141	-54	-116	-1 152	-	-
Subtotal Price Contingencies	254	43	18	36	350	4.7	16
	23 442	3 193	905	2 021	29 561	4.7	1 389

**Disbursement Accounts by Financiers
(USD '000)**

	IFAD		PPAF		Government		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
1. Equipment, Materials and Vehicles	276	81.0	65	19.0	-	-	340	1.2	-	276	65
2. Training, Workshops, TA and Studies	209	90.0	23	10.0	-	-	232	0.8	46	163	23
3. Community Grants	23,604	88.6	-	-	3,031	11.4	26,635	90.1	-	26,635	-
4. Salaries, Allowances, Ops & Maintenance	2,300	97.7	53	2.3	-	-	2,354	8.0	-	2,300	53
Total project costs	26 389	89.3	141	0.5	3 031	10.3	29 561	100.0	46	29 373	141

IMPLEMENTATION ARRANGEMENTS AND RESPONSIBILITIES

Organizational Structure and Relationships

1. The management of the project would be with the PPAF Chief Executive Officer and come under the direct responsibility of the Chief Operating Officer. PPAF would employ seven additional staff, provided for under project financing, to assist in managing the project. The staff would be fully integrated as part of the PPAF's regular management structure and while the main part of their work load would be connected with supporting implementation of REACH activities, they would work as an integral part of the units to which they are attached and take on other tasks when time permits.

Decision Making and Management Arrangements

2. While overall decision making responsibility rests with PPAF's Chief Executive Officer, day-to-day responsibility for project implementation would be with the Chief Operating Officer and the heads of the participating operating units: Community Physical Infrastructure (CPI), Human and Institutional Development (HID), Finance and Accounts (F&A) and Evaluation, Research and Development (ERD). To facilitate these units' management of the project, the following positions would be financed under the project:

- *Structural engineers (CPI)*, the allocation of one senior engineer and two junior engineers to be made on a declining basis to reflect the reducing project investment over the three-year project period. Their main responsibilities would be to help plan the project's infrastructure interventions, ensuring that good designs are used and best practices are adhered to.
- *Senior Social Mobiliser (HID)*, working on a full-time basis through the entire three years, his/her focus would be on dissemination of project information, criteria and procedures, on group training/strengthening and coordination of gender aspects and other crosscutting elements.
- *Management Executive (F&A)*, over three years, s/he would assume, under the direction of the head of the unit, a major part of the work load connected with the project's financial management.
- *Management Executive (ERD)*, over three years, s/he would coordinate monitoring and evaluation of project activities, determine the requirement for evaluation studies and impact assessments, and produce and disseminate regular progress reports.
- *Internal auditor (F&A)*, his/her responsibility would be to supplement PPAF's internal auditing capacity so that it can deal effectively with the increased workload emanating from the project.

Project Implementation Arrangements

3. **Project Operations Manual.** The prime document for guiding programme implementation would be the Project Operations Manual that would form an integral part of the PPAF's general Operations Manual. The manual would help the partner organizations guide the villages and their community organizations in their planning, determination of needs and priorities and in identification of households that would be eligible for support from the project. The Appraisal Report provides a working draft of the manual that has been reviewed, discussed and agreed with PPAF.

4. **Qualification of Partner Organizations.** Three types of organizations would qualify to be PPAF's REACH implementing partners: (i) PPAF's partner organizations that have been operating in the affected districts prior to October 8, 2005 – six in total; (ii) NGOs and similar organizations that are not currently PPAF partner organizations but have solid experience with demand-driven village development in the affected areas and could meet PPAF's strict implementation, financial management and reporting requirements; and (iii) PPAF partner organizations from other areas of the country that have the capacity and commitment to work in the earthquake affected areas. The first

group would carry the main implementation load; only supplementary support is seen as coming from the other two groups of institutions, This would provide PPAF with flexibility during implementation.

5. **Social Mobilization.** Implementation of each of the components would start with social mobilization within the village. The selection of the project villages is predicated on their having worked with one of PPAF's current partner organizations or with a similar organization with experience in working in the affected areas. The pre-requisite for both is that they have an intimate knowledge of the communities and their families. The formation of community organizations, which forms part of the social mobilization process, is the basis for implementing project activities. As these organizations were established to construct community infrastructure works, group processes and procedures for managing labour have already been worked out. This provides a basis on which to rapidly organize the communities to reconstruct/rehabilitate project-financed infrastructure. The community organizations would also be responsible for identifying, together with the partner organizations, the families that qualify for provision of a female buffalo or cattle or in some cases an equivalent herd of sheep/goats. This would necessitate identifying the most vulnerable and poorest households that, prior to the earthquake, did not have livestock.

6. **Component 1 – Infrastructure Restoration.** For both house reconstruction and community infrastructure restoration, the villages must demonstrate that they have the labour available to undertake the work proposed. The partner organizations would work with the community organizations and households in the selected villages to determine the houses that would be reconstructed – giving priority to the most vulnerable households – and the restoration that is necessary to damaged community infrastructure. The villages and the partner organizations would jointly prepare proposals for PPAF's consideration for financing by REACH. Proposals would contain estimates of labour and material required and a timetable for the implementation, and a plan for technical assistance and training required. All labour and material would be paid for by the project.

As criteria for housing reconstruction, villages shall:

- have community organizations in place and functioning;
- demonstrate capacity to work together, mobilize effectively and organize required labour;
- be responsible for procuring construction materials and arranging labour for house reconstruction;
- have a targeting strategy that includes the most vulnerable groups;
- provide a reconstruction plan with a maximum cost per house to be reconstructed of PKR 150 000, based on a maximum core unit of 400 ft² per house;
- employ only designs of seismically safe housing units that have been approved by PPAF.

As criteria for community infrastructure, villages shall:

- adhere to the procedures and standards specified in PPAF's CPI Design Guide and comply with the Environmental Management Framework contained therein;
- demonstrate how restoration would restore operations of the scheme or road access and, in the case of an improvement/extension, how it would improve the functioning of the infrastructure;
- demonstrate the capacity to work together, mobilize effectively and organize the required labour to rehabilitate the infrastructure facility or facilities;
- have targeting strategy that includes vulnerable groups and women in reconstruction work;
- demonstrate that infrastructure to be rehabilitated was functioning prior to the earthquake;
- ensure that the total cost of restoration for each village does not exceed PKR 1 million and that any specific infrastructure project does not exceed PKR 500 000.

7. **Component 2 - Building up Household Livestock Assets.** REACH would rely on the partner organizations and community organizations to identify needs and develop proposals for livestock grants. REACH financing would not be sufficient to finance all the households in the selected villages

and as such a targeting mechanism would be devised in conjunction with the partner organizations and community organizations to ensure that women headed households get the first priority and that the poor and vulnerable household get the next priority in the distribution of livestock. Proposals would be developed through a social mobilization process. This process would be participatory and dependent on the strong relationship that already exists between the partner organizations, community organizations and the villages.

As criteria for receiving livestock grants, villages shall:

- prepare a plan showing number of targeted households, their poverty status, type of animal(s) to be procured, how they would be procured and when, and anticipated benefits;
- demonstrate that households receiving livestock grants would have the capacity to manage and maintain livestock;
- show that the most women headed and the most vulnerable households, would be included when targeting livestock grants, most have capacity to maintain the livestock.

8. **Component 3 – Operational and Technical Support.** The implementation arrangements for the component are discussed above in the sub-section, Decision Making and Management Arrangements and under the section, Investment Components.

Financial Management: Arrangements and Responsibility

9. The arrangements for financial management of REACH closely adhere to the policies and procedures developed under the recently approved MI&OP. Modifications have only been introduced where the special circumstances and the need for rapid disbursement dictate. The procedures and the modifications introduced are consistent with those being applied under the World Bank's additional funding for earthquake-affected areas under PPAF-II. The responsibility for financial management would be with PPAF's Finance and Accounts (F&A) Unit.

Monitoring, Evaluation and Reporting

10. **M&E Objectives and Approach.** The objective of REACH-related M&E activities would be to track and verify the levels of achievement of project outputs, the associated outcomes, and the success in achieving the project objective and its development goal. This is guided by the logical framework, which establishes monitoring indicators for the project and reporting sources.

11. **Project Monitoring.** Project monitoring effort would be the responsibility of both the partner organizations/community organizations, which together are implementation of project activities in the villages, and PPAF, which would monitor partner organizations, through data collection/analysis, follow-up visits and assessments.

12. Project Data Generation, Reporting and the MIS. The responsibilities for collecting the monitoring data and for data entry into PPAF's management information system (MIS) would rest with the respective operations units within PPAF, particularly with the CPI and HID units that would carry the major workload in overseeing the implementation of project activities. The MIS would be the sole channel of project monitoring material and would form the basis of quarterly and annual reports and the resulting annual work programmes and budgets. Project monitoring would be fully integrated into PPAF's overall MIS, in that PPAF databases would contain both project and non-project information in an identifiable way. The development of the REACH interface with the MIS and the compilation of the reports would be the responsibility of the ERD unit.

13. **Monitoring Indicators and Reporting.** A limited array of appropriate monitoring indicators would be generated by the participating partner organizations. In addition to reporting on the indicators monitored at the partner organization level, PPAF would also directly monitor and report on a set of PPAF-specific indicators, including reporting the progress in meeting key 1st and 2nd level indicators in the RIMS format.

14. **Project Evaluation.** Evaluation focuses on two main activities: baseline studies and impact evaluation.

15. **Baseline studies.** Baseline data would be generated through two processes. First, by the partner organizations which, as part of the social mobilization and earthquake damage assessment process, would collect data in the selected earthquake-affected communities. Secondly, in conformity with IFAD's reporting requirements for its RIMS, PPAF would mount a RIMS baseline survey shortly after project start-up to assess the target group's situation regarding household assets and child nutrition. These would use the standard RIMS questionnaire form. The enumerating part of the survey would be contracted to an external organisation with experience in social studies in rural communities. As much as possible this would be linked to the RIMS baseline assessment undertaken as part of MI&OP.

16. **Impact assessment studies.** Studies on project impact would be carried out, in the first case, by the partner organizations in the form of client impact studies and, in the second case, by PPAF through a second and final RIMS survey towards the end of the project. These follow-on RIMS surveys would be carried out in the same manner as the RIMS baseline survey. If possible, the final RIMS survey could coincide with the RIMS Mid-Term Review survey for MI&OP. Ideally, the survey would be carried out with a portion of the same households.

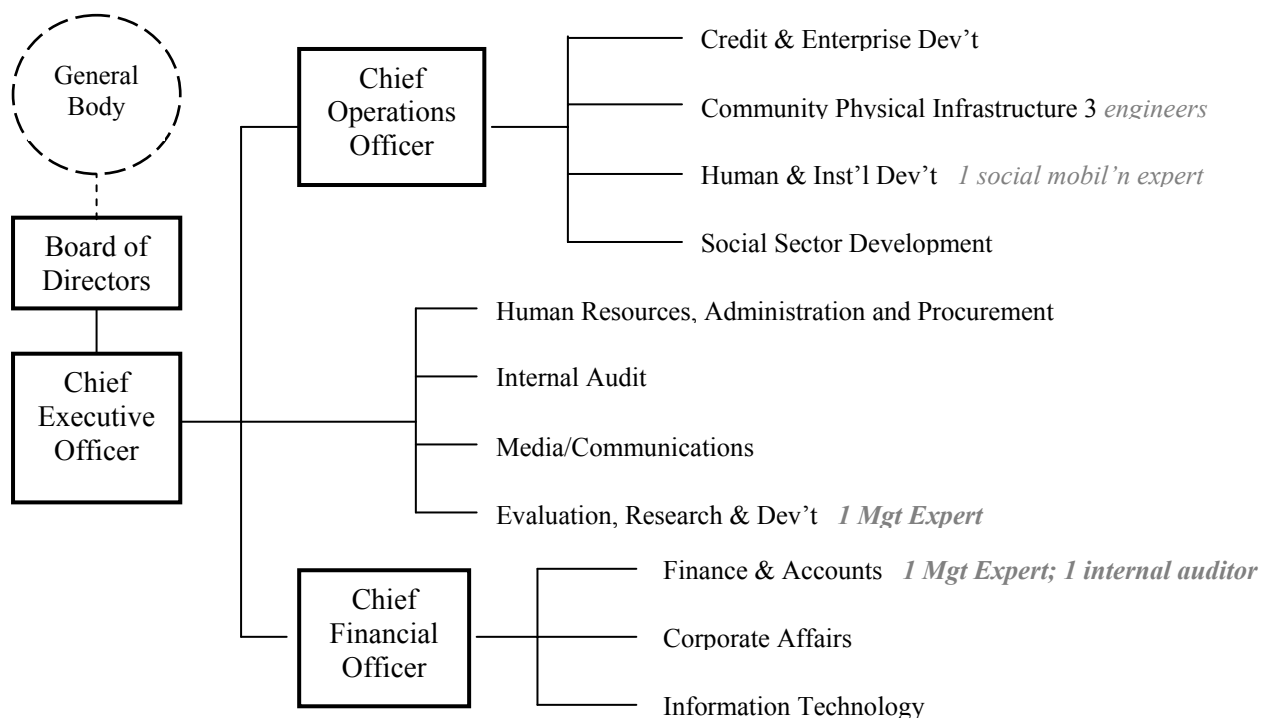
17. **Project Support for Monitoring and Evaluation.** Monitoring and evaluation for the project would be embedded in the same structure that governs other PPAF projects and, in particular, the arrangements that were established for MI&OP. While the current PPAF structure is generally sufficient to handle the REACH activities, the short timeframe for implementation and the nature of project activities would require PPAF to hire one Management Executive in ERD for the duration of project implementation.

Project Supervision

18. The World Bank would be the most appropriate Cooperating Institution for the project. It is already supervising PPAF II and soon will start to fulfil its role as Cooperating Institution for MI&OP. Similar to MI&OP, there would be considerable synergies and cost efficiencies in having the World Bank supervise REACH. The project would be supervised one time a year, together with one of the two World Bank's supervision missions for its support for earthquake affected areas under PPAF-II. The same team responsible for supporting and supervising PPAF-II – many of whom are based in the Islamabad Resident Mission of the World Bank – would have parallel responsibilities for REACH.

ORGANIZATION CHART

Management Structure of PPAF and Project Staffing



Note: Programme-funded unit staff in italics – number of positions

FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS

1. **Financial analysis.** A basic financial analysis for the project was undertaken to assess the impact of the project on PPAF and Government. No assessment was made on individual infrastructure or livestock investments to be funded by the project as most will be grant-based and focused largely on one-time investments to recover assets held prior to the earthquake. The cash flow analysis for PPAF has demonstrated that the proposed project activities would have a very small negative impact on PPAF's cash flow (reduction in cumulative net income of 0.7% over 3 years). The calculation of the government cash flow indicates that the financial burden on government would be small.

2. **Economic benefits.** The project is likely to generate positive economic benefits by increasing household incomes and re-starting economic activity in assisted communities. Using a 12% internal rate of return and assuming a stream of benefits over a twenty-year period, the minimum required increase in income at the village and household level was calculated to justify project expenditures: PKR 2 million or USD 34,000 per year. This would represent about 3.4% of the average annual village income prior to the earthquake. If the same analysis is done at the household level for the 7 000 households, project investments would have to generate net annual household income increases of approximately PKR 29 000 or USD 483 per year to justify project expenditures. Although the analysis is rough and does not attempt to disaggregate among different types of benefits, it nonetheless illustrates the viability of the project.

REACH Benefits Required for Economic Viability

Assumptions	
# of villages receiving REACH assistance	100
# of Households receiving REACH housing and/or livestock grants	7,000
Pre-earthquake average household income in AJK, NWFP (PKR) *	49,609
Average population per village in earthquake affected areas**	1,219
Pre-earthquake average village income (PKR)	60,473,371
Assumed benefit stream	20 years
Annual increase in income required for 12% IRR	
<i>On a per village basis</i>	
Minimum increase in total village annual income (PKR)	2,029,800
Minimum increase in total village annual income (USD)	33,830
Minimum village income increase as a % of estimated pre-earthquake village income	3.4%
<i>On a per household basis (direct beneficiaries only)</i>	
Minimum increase in household annual income (PKR)	28,997
Minimum increase in household annual income (USD)	483
Minimum household income increase as % of pre-earthquake household income	58.5%

* Pakistan Preliminary Earthquake Damage and Needs Assessment

** Relief Information System for Earthquakes - Pakistan (Risepak.com)